

## Dette

# La BCE apporte un nouveau souffle... d'austérité

## Article paru dans FO Hebdo n°3043

**Pour obtenir l'aide de la Banque centrale européenne, les États devront en passer par les programmes d'austérité et de réformes concoctés par la troïka.**

C'est effectivement une nouveauté. De là à parler de bonne nouvelle... Le 6 septembre, la Banque centrale européenne (BCE) annonce qu'elle se tient désormais prête à racheter aux créanciers privés, pour un montant illimité, des parts de la dette des États les plus en difficulté, comme l'Espagne ou l'Italie par exemple, pour peu que les pays en question en fassent la demande. L'objectif déclaré est que les créanciers se reposent sur cette garantie inédite que leur offre la BCE, plutôt que d'infliger aux pays des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour s'assurer une prime de risque quand les États frôlent de trop près l'insolvabilité.

La deuxième partie du programme de la BCE est nettement moins drôle. Un pays ne pourra bénéficier de son intervention qu'à la condition stricte d'avoir été placé auparavant sous assistance financière du MES (Mécanisme européen de stabilité)\*. Celle-ci n'est elle-même accordée qu'aux États qui ont ratifié le traité TSCG, qui, lui, impose aux États d'inscrire la règle d'or d'austérité budgétaire\*\* au plus haut niveau de leur législation, voire dans leur Constitution. Le MES exige de surcroît des États, en échange de son «assistance», qu'ils adoptent des programmes d'austérité supplémentaires, au-delà, si nécessaire, des critères de la règle d'or, et des réformes structurelles, concoctées par la fameuse troïka: la Commission européenne, le FMI et la BCE.

À l'instar du président français François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel défend ce programme de la BCE, soulignant qu'il ne prévoit aucune aide «sans condition et sans contrôle». En revanche, tout cet arsenal n'empêche pas la Bundesbank, la banque centrale allemande, de craindre que «la confiance des marchés dans la capacité des responsables politiques à résoudre la crise [soit] de nouveau sapée, si ce programme conduit les États à repousser les réformes nécessaires». Les marchés, eux, continuent leur chantage habituel. Certes, les taux d'intérêt appliqués à l'Espagne et l'Italie ont diminué durant quelques jours après l'annonce du programme de la BCE. Mais ils sont repartis à la hausse dès le 10 septembre, les analystes expliquant qu'ils étaient maintenant dans l'attente de savoir si l'Espagne allait oui ou non demander l'aide de la BCE. En clair, chacun à sa manière maintient la pression pour que l'austérité reste à l'ordre du jour.

## LES MARCHÉS APPLAUDISSENT ET REPRENENT LEUR CHANTAGE

La Bundesbank reproche également à la BCE de manquer d'indépendance par rapport aux États et d'agir à l'encontre de son mandat, qui est de veiller à la stabilité des prix, puisqu'elle va devoir mettre davantage de monnaie en circulation pour racheter les titres de dette publique, ce qui va générer de l'inflation. En réalité, la BCE va compenser cela en acceptant des dépôts bancaires, ce qui bloquera de la monnaie. Elle se livre ainsi à un véritable numéro d'équilibriste, pour reprendre le terme d'un analyste, auquel la contraint une récession qui s'aggrave de jour en jour avec des risques d'explosion sociale.

\*Ou provisoirement du FESF (Fonds européen de stabilité financière) en attendant que le MES soit

opérationnel (lire article ci-dessous).

**\*\* Déficit structurel contenu à moins de 0,5% du PIB et instauration d'un mécanisme automatique de correction en cas de dérapage. (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance).**

**Jour après jour du 24/09/2012**



<http://fovinatier.free.fr/>